

AP du 16 mai 1966

PREFECTURE DE LA
SEINE-MARITIME

- REPUBLIQUE FRANCAISE -

Services du développement économique
et des investissements

A R R E T E

Section
Réglementation Economique

Etablissement dangereux,
insalubres ou incommodes
1ère Classe

LE PREFET DE LA REGION DE HAUTE-NORMANDIE,
PREFET DE LA SEINE-MARITIME,
COMMANDEUR DE LA LEGION d'HONNEUR,

V U :

La pétition en date du 26 Février 1965 par laquelle la Régie Nationale des Usines Renault, dont le siège social est à Boulogne-Billancourt 8 - 10, avenue Emile Zola (Hauts de Seine), sollicite l'autorisation d'installer à Sandouville, une usine de montage de véhicules automobile

Les plans joints à cette pétition;

La loi du 19 Décembre 1917, modifiée par les lois des 21 Novembre 1942 et 2 Août 1961;

Le décret du 1er Avril 1964;

Le décret du 20 Mai 1953, modifié par les décrets des 15 Avril 1957, 17 Octobre 1960, 19 Août 1964 et 25 Août 1965, qui range cet établissement dans la 2ème Classe des industries dangereuses, insalubres ou incommodes;

L'arrêté préfectoral du 27 Avril 1965 annonçant l'ouverture d'une enquête de commodo vel incommodo d'un mois, du 15 Mai au 14 Juin 1965 inclus, sur le projet sus-visé, désignant M. FAYOLLET comme commissaire-enquêteur et prescrivant l'affichage dudit arrêté, tant à Sandouville que dans les communes situées dans un rayon d'un kilomètre de l'établissement projeté;

Les certificats des Maires des Communes intéressées constatant que cette publicité a été effectuée;

Le procès-verbal de l'enquête;

L'avis de M. le Commissaire-Enquêteur;

L'avis de M. le Directeur départemental de la Construction;

L'avis de M. le Directeur départemental de l'Action Sanitaire et Sociale;

L'avis de M. l'Inspecteur départemental des Services d'Incendie et de Secours;

.../...

L'avis de M. l'Inspecteur départemental des Etablissements
La délibération du Conseil départemental d'hygiène du 26 Oct
1965:

A R R E T E :

Article 1er - La Régie Nationale des Usines RENAULT, dont le siège
est à Boulogne-Billancourt, 8 - 10, avenue Emile Zola (Hauts de Seine)
est autorisée à installer à Sandouville, une usine de montage de véhicules
automobiles.

Cette autorisation est subordonnée à l'exécution des conditions
suivantes :

I - ATELIER DE TOLERIE - BATIMENT B

- 1°) Les moteurs, transformateurs, appareils mécaniques, ventilateurs,
transmissions, machines seront installés et aménagés de telle sorte
que leur fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la
santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par le bruit ou
par les trépidations.
- 2°) L'atelier sera convenablement clôturé sur l'extérieur pour éviter
propagation de bruits gênants, même accidentels (machinerie, manutention,
chute de pièces au cours de travail, etc...).
Il sera de préférence éclairé et ventilé uniquement par la
toiture supérieure par des bales aménagées de façon qu'il n'y ait
aucune diffusion de bruit gênant pour les voisins.

II - APPLICATION DE PEINTURE - BATIMENT C, 1er ETAGE

- 3°) La chaîne d'application et de séchage de peinture sera située et
installée conformément aux plans joints à la demande, notamment aux
plans référenciés 54 0087 et 54 0088.
Tout projet de modification de ce plan devra, avant sa réalisation,
faire l'objet d'une demande au Préfet.
- 4°) La quantité de peinture appliquée en œuvre simultanément ne pourra être
supérieure à 30 m², la surface du bac de trempé étant limitée à
10 m².
La température de la peinture, au moment de l'application, ne
pourra dépasser 40°C.
- 5°) Le séchage s'effectuera en un tunnel uniquement à l'air chaud, à
des températures comprises entre 145° à 200° C.
- 6°) Les installations d'application et de séchage ainsi que celles
disposées antérieurement seront réalisées en matériaux résistants
à l'humidité ou des hublots de surveillance qui seront en verre.

.../...

- 7°) Les dégagements des différentes installations devront rester entièrement libres, les issues de secours seront très visiblement balisées.
- 8°) L'ensemble de la chaîne sera doté d'une ventilation mécanique assurant la captation efficace des vapeurs de peinture et leur refoulement vers l'extérieur par des conduits de hauteur convenable et disposés dans des conditions évitant toute incommodité pour le voisinage.
- 9°) Si l'exploitation de la chaîne de peinture est la cause d'odeurs gênantes pour le voisinage ou d'une pollution excessive de l'atmosphère, un dispositif d'épuration de l'effluent gazeux rejeté pourra être exigé.
- 10°) Tous les éléments métalliques de la chaîne de peinture seront mis à la terre.
- 11°) L'éclairage artificiel se fera par lampes extérieures sous verre ou, à l'intérieur, par lampes électriques fixes sous enveloppe protectrice en verre ou par tout autre procédé présentant des garanties équivalentes.

Les conducteurs seront établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court-circuit; l'installation sera périodiquement examinée et maintenue en bon état.

Les commutateurs, les coupe-circuit, les fusibles, les moteurs, les rhéostats seront d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles tel que "appareillage étanche au gaz, appareillage à contact baignant dans l'huile" etc... Une justification que ces appareils ont été installés et maintenus conformément à un tel type pourra être demandée par l'inspecteur à l'exploitant; celui-ci devra faire établir cette attestation par la Société qui lui fournit le courant ou par tout organisme officiellement qualifié.

- 12°) Un coupe-circuit multipolaire, placé dans un endroit facilement accessible permettra l'arrêt des ventilateurs.
- 13°) Le chauffage de l'atelier ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau). La température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 50° C.
- 14°) Le bac de trempé et la zone d'égouttage seront placés dans un tunnel qui, en fonctionnement normal, sera maintenu en légère dépression.
- 15°) On devra pouvoir vidanger le bac de trempé par gravité et très rapidement dans un réservoir métallique spécialement prévu à cet effet.
- 16°) Au billon sous-sol où se trouvent groupés les dispositifs d'homogénéisation, réchauffage, cyclage, etc..., de la peinture sera particulièrement bien ventilée; la mise en service de la chaîne de peinture sera asservie au fonctionnement de cette ventilation.
- 17°) Dans la zone d'égouttage et le tunnel de séchage, une ventilation suffisante devra permettre d'éviter toute concentration dangereuse de solvant vaporisé; la mise sous tension des lampes à infrarouge sera asservie au fonctionnement des ventilateurs situés en aval de la zone de séchage.

18°) Des appareils permettant de déceler, d'une part, une élévation anormale de température, d'autre part, une augmentation dangereuse de la concentration en vapeur de solvant, seront placés aux emplacements critiques de la chaîne notamment dans la zone trempé-égouttage, dans la zone de séchage et dans la salle en sous-sol.

Ces appareils déclencheront automatiquement, en cas de nécessité :

- a) des signaux d'alerte visuels et sonores
- b) l'évacuation rapide de l'air vicié et le remplacement par de l'air frais pris à l'extérieur
- c) la vidange du bac de trempé
- d) tout ou partie de la défense fixe contre le feu.

19°) Dans les différentes installations de la chaîne de peinture ou dans leur voisinage immédiat, il est interdit de fumer, d'apporter du feu sous quelque forme que ce soit ou d'introduire un appareil susceptible de produire des flammes, des étincelles ou d'avoir des points en ignition.

Cette interdiction sera affichée en caractère très visibles.

20°) La chaîne de peinture sera pourvue de moyens de secours contre l'incendie comportant au minimum :

- a) un ensemble de diffuseurs à eau pulvérisée dans la zone de trempé-égouttage et dans la salle en sous-sol, le fonctionnement de ce dispositif devant satisfaire au dernier alinéa de la condition 16° (déclenchement automatique).
- b) un ensemble de diffuseurs à dihydrate carbonique dans la zone de séchage.
- c) des extincteurs de moyenne capacité pour feux d'hydrocarbures répartis en différents emplacements facilement accessibles.

Le réseau d'alerte sera directement relié au poste des sapeurs pompiers de la Régie Benault.

Les consignes à appliquer en cas d'incendie seront affichées bien en évidence.

III - ATELIER DE PREPARATION ET DE DISTRIBUTION DES PEINTURES - BATIMENT C. RES. DE-CHASSE

1°) L'atelier de préparation et de distribution des peintures sera situé et installé conformément au plan joint référencié 54.0061.

Tout projet de modification de ce plan devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une demande au Préfet.

2°) Les opérations de broyage, mélange, centrifugation et autres, de même nature, en présence de liquides inflammables, s'effectueront dans des appareils clos. Ces appareils, ainsi que les canalisations servant éventuellement à leur alimentation, seront reliés à un sol humide par une connexion métallique (mise électrostatique à terre).

.../...

- 23°) L'emploi d'air ou d'oxygène comprimé pour effectuer le transvasement ou la circulation des liquides est rigoureusement interdit.
- 24°) La réserve de peinture ne dépassera pas 20.000 litres et sera soumise aux prescriptions générales communes aux sections A 1, A 2, A 3 de la rubrique N° 257.

IV - CENTRALE THERMIQUE

- 25°) L'installation sera située et installée conformément au plan joint à la demande en date du 5 Août 1965.

Tout projet de modification de ce plan devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une demande au Préfet.

- 26°) Cette installation répondra aux prescriptions générales visées à la rubrique 153 bis.

V - DEPOT AERIEN DE LIQUIDES INFLAMMABLES DE 2ème CATEGORIE IMPLANTE A L'EXTERIEUR ET A PROXIMITE DE LA CENTRALE THERMIQUE - BATIMENT G

- 27°) Le dépôt aérien de liquides inflammables de 2ème catégorie sera situé et installé conformément au plan joint à la demande, notamment au plan référencié LHa 37.

Tout projet de modification de ce plan devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une demande au Préfet.

- 28°) Ce dépôt aérien répondra aux prescriptions générales visées à la rubrique N° 255.

VI - DEPOT SOUTERRAIN DE LIQUIDES INFLAMMABLES DE 1ère CATEGORIE IMPLANTE A L'EXTERIEUR ET A L'OUEST DU BATIMENT D

- 29°) Le dépôt souterrain de liquides inflammables de 1ère catégorie sera situé et installé conformément au plan joint à la demande, notamment au plan référencié LHa 217.

Tout projet de modification de ce plan devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une demande au Préfet.

- 30°) Ce dépôt souterrain répondra aux prescriptions générales visées à la rubrique N° 257, Section D1.

VII - DEPOT MIXTE DE LIQUIDES INFLAMMABLES DE 1ère et 2ème CATEGORIES IMPLANTE A L'EXTERIEUR ET A L'OUEST DU BATIMENT F

- 31°) Le dépôt mixte de liquides inflammables de 1ère et 2ème catégories sera situé et installé conformément au plan joint à la demande, notamment au plan référencié LHa 459.

Tout projet de modification de ce plan devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une demande au Préfet.

.../...

32°) Ce dépôt répondra aux prescriptions générales visées à la rubrique N° 257.

VIII - STOCKAGE DE PEINTURES DIVERSES (80.000 LITRES) - FACADE OUEST DU GARAGE DE VEHICULES

33°) Le dépôt de peintures diverses sera situé et installé conformément au plan joint à la demande, notamment au plan référencié 08 0066

Tout projet de modification de ce plan devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une demande au Préfet.

34°) Ce dépôt répondra aux prescriptions générales visées à la rubrique N° 257, section A 1.

IX - DEPOT D'ACETYLENE DISSOUS SITUÉ EN REZ-de-CHAUSSÉE LE LONG DE LA FACADE SUD DU BATIMENT B

35°) Le dépôt d'acétylène dissous sera situé et installé conformément au plan joint à la demande, notamment au plan référencié 1-10.050.

Tout projet de modification de ce plan devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une demande au Préfet.

36°) Le local spécial du dépôt sera entièrement construit en matériaux légers incombustibles et n'ayant aucune communication directe avec les locaux voisins.

Il ne sera pas surmonté d'étage occupé ou utilisé en poste de travail, ni placé au-dessus d'un sous-sol, habité ou occupé.

Il sera distant d'au moins 8 mètres de dégagement.

37°) Le local du dépôt sera pourvu d'au moins une porte en matériaux incombustibles ou en bois sur doublé de tôle, ouvrant vers l'extérieur; cette porte sera fermée à clé en dehors des besoins du service et la clé sera conservée par un préposé responsable.

38°) Le local du dépôt sera largement ventilé sur le dehors de façon qu'il ne résulte de cette ventilation ni incommodité, ni danger pour le voisinage.

39°) Le dépôt ne comportera aucune poêle, ni aucun autre appareil de chauffage à feu nu. Il est interdit d'y apporter des lumières avec flammes, des objets ayant des parties incandescentes et d'y fumer. Cette interdiction sera placée en caractères apparents à l'entrée du dépôt.

40°) Le volume d'acétylène comprimé, calculé à la température de 15° C. et sous la pression normale, n'excédera pas 400 m³.

.../...

41° Il est interdit d'utiliser le dépôt à aucun autre usage que l'emmagasinement de récipients contenant de l'acétylène dissous sous une pression ne dépassant pas 15 bars à 15° C. et ayant satisfait aux épreuves réglementaires du service des mines.

En particulier, il est interdit d'y introduire des récipients contenant de l'air comprimé, de l'oxygène ou un gaz inflammable ou une matière inflammable quelconque.

Toutefois, des bouteilles d'air comprimé ou d'oxygène pourront être stockées dans ce dépôt si elles sont séparées des bouteilles d'acétylène par un mur plein, sans ouverture, construit en matériaux résistant au feu et s'élevant jusqu'à une hauteur minimum de 3 mètres ou jusqu'à la toiture.

42° Dans le dépôt, les récipients seront placés verticalement à l'abri des rayons solaires et de manière à être facilement inspectés et déplacés.

43° Toutes précautions seront prises pour que les bouteilles soient maintenues en bon état. Lorsqu'une détérioration sera constatée, le récipient défectueux sera immédiatement évacué, dans des conditions évitant tout danger ou toute incommodité pour le voisinage.

44° La manipulation dans le dépôt et plus généralement l'utilisation dans l'établissement des bouteilles d'acétylène et de tout autre gaz utilisé conjointement à l'acétylène s'effectueront de manière à ne pas compromettre la sécurité du voisinage par le danger d'explosion ou d'incendie ou sa tranquillité par le bruit.

45° L'éclairage artificiel sera assuré par lampes extérieures sous verre ou par lampes électriques à incandescence sous verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes à bout de fil, des bougies et des lampes dites "baladeuses".

Les conducteurs seront établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court-circuit; l'installation sera périodiquement examinée et maintenue en bon état.

Les commutateurs, les coupe-circuit, les fusibles seront placés à l'extérieur.

46° En cas d'incendie dans le voisinage du dépôt, des dispositions seront prises pour protéger le dépôt et pour en évacuer rapidement les récipients.

X - DEPOT DE LA COMBUSTION DE L'ACÉTYLENE

47° Le dépôt sera installé au emplacement indiqué au plan annexé à la demande du 15 Mars 1965.

Tout projet de modification de ce plan devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une demande au Préfet.

.../...

48°) L'autre affectée au stockage sera située dans un endroit suffisant pour dégager pour bénéficier d'un accès facile et d'une large aération.

Elle sera isolée par une clôture grillagée solide, d'au moins 1 m.75 de hauteur.

La clôture comportera une porte métallique grillagée, s'ouvrant dans le sens de la sortie. La clôture étant destinée à interdire l'accès du dépôt à toute personne étrangère au service et à protéger le dépôt contre tout acte de malveillance, la porte en sera maintenue fermée à clef en dehors des nécessités du service; la clef sera confiée à un préposé responsable. Une clef de secours sera placée sous coffret vitré, à proximité du dépôt; l'usage de cette clef sera strictement réservé au personnel de secours.

Le sol sera recouvert d'une couche de gravier ou de mâchefer d'épaisseur suffisante pour former un lit d'évaporation, en cas de déversement accidentel.

Si le sol, au voisinage du dépôt, présente une déclivité, toutes dispositions seront prises pour qu'en cas d'écoulement massif accidentel, le gaz liquéfié ne puisse atteindre des propriétés appartenant à des tiers, s'engouffrer dans un égout ou dans un local quelconque.

49°) Les parois du réservoir de gaz liquéfié seront situées à une distance d'au moins cinq mètres des ouvertures de locaux habités ou occupés, contenant des feux nus, de tout soupape, d'escalier, cave, sous-sol, bouche d'égout ou point bas vers lequel pourraient s'élever des vapeurs inflammables et de tout autre matières combustibles (bois, huile, etc...). Dans le cas où le réservoir est situé au voisinage par un mur plein, tel qu'il est défini à la condition 48°, cette distance pourra être réduite de moitié, mais le mur devra s'étendre de part et d'autre de celle-ci, le trajet réel des vapeurs jusqu'à des ouvertures s'élevant à au moins cinq mètres.

50°) Le réservoir sera construit conformément aux règlements en vigueur.

51°) Le réservoir reposera, par l'intermédiaire de berceaux, pieds ou supports convenables en matériaux incombustibles, sur un sol stable de manière à laisser entre celui-ci et la génératrice ou le pôle inférieur une distance d'au moins 0 m.10 pour permettre le contrôle de la paroi du réservoir. Les fondations, si elles sont nécessaires, seront calculées pour supporter le poids du réservoir supposé rempli de gaz. Le dépôt sera situé dans une région susceptible d'être inondée. Le réservoir sera solidement ancré.

52°) Les berceaux pour être posés directement sur une surface incombustible, la génératrice ou le pôle inférieur du réservoir sera à une distance suffisante du sol pour que la paroi du réservoir ne soit pas soumise à l'humidité.

58°) L'emplacement réservé au stationnement du véhicule ravitailleur situé à au moins trois mètres de la paroi du réservoir; le sol cet emplacement sera entretenu en bon état de propreté, de façon à en éliminer tout déchet combustible; il devra, en outre, être soigneusement désherbé. Cette opération sera réalisée sans emploi de désherbant chloraté.

59°) Les opérations de ravitaillement seront effectuées conformément aux prescriptions prévues par le règlement du transport des matières dangereuses.

60°) Tout appareillage électrique (moteurs, interrupteurs, prises de courant, fusibles, lampes électriques à incandescence) sera conforme aux règles relatives au matériel utilisable en atmosphère explosive s'il est situé à moins de cinq mètres de récipients.

61°) Le récipient fixe sera mis à la terre de manière à permettre l'écoulement des charges statiques éventuellement développées. Une borne spéciale sera prévue pour le branchement du câble de mise à la terre du véhicule ravitailleur. Cette borne sera maintenue en bon état.

62°) Il est interdit d'approcher avec du feu ou de fumer à proximité de l'emplacement du stockage. Cette consigne sera affichée en caractères apparents.

63°) Il est interdit de procéder à des travaux de réparation ou de peinture au pistolet sur le réservoir avant de l'avoir isolé et dégazé soigneusement. On contrôlera avec un appareil détecteur de gaz que cette opération a été effectuée correctement. L'isolement devra être fait par débranchement et, si cela est impossible, on renouvelera le contrôle du dégazage le plus fréquemment possible au cours des travaux.

64°) Moyens de lutte contre l'incendie :

On disposera de moyens de lutte efficaces, en rapport avec l'importance et la nature de l'installation, tels que rampe de protection des réservoirs par eau pulvérisée, postes d'eau avec tuyau et lances et robinets de commande placés à distance suffisante du dépôt et dont l'accès sera facile en toute circonstance. Des consignes de sécurité seront affichées et le personnel sera instruit des mesures à prendre en cas d'incendie. Ce matériel sera entretenu en bon état de fonctionnement et le personnel sera entraîné périodiquement à son emploi.

Le Service pétitionnaire devra, en outre, se conformer :

- a) aux chapitres I et II du Titre I du Livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs;
- b) au décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements industriels ou commerciaux;
- c) au décret du 11 novembre 1946 sur la protection des travailleurs des établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

Par ailleurs, si l'implantation de cet établissement nécessite la délivrance d'un permis de construire, le présent arrêté ne prendra effet qu'à dater du jour où ledit permis aura été obtenu.

[illegible]

Pierre CHAUSSADE